

Didier Boisseuil

La Toscane siennoise : territoire et ressources (XIV^e-XV^e siècle)

[A stampa in *Florence et la Toscane XIV^e-XIX^e siècles. Les dynamiques d'un Etat italien*, a cura di J. Boutier – S. Landi – O. Rouchon, Rennes 2004, pp. 147-159 © dell'autore – Distribuito in formato digitale da "Reti Medievali"]

Si au XIII^e siècle, les Siennois fondèrent leur prospérité sur des opérations bancaires – qui les portaient loin de la ville – et sur l'exploitation de domaines agricoles et miniers, plus tard au cours des XIV^e et XV^e siècles, à l'issue de faillites retentissantes, ils maintinrent leur fortune en se tournant davantage vers des entreprises locales moins risquées, sans toutefois se désintéresser totalement du commerce. Marchands et citoyens étendirent leurs activités vers l'espace toscan et surtout vers le territoire qui s'offrait aux portes de leur cité.

Cette évolution ne doit pas être nécessairement interprétée comme le signe d'un déclin, mais plutôt comme l'effort d'une recomposition. En effet, au cours de ces deux siècles, Sienne parvint à imposer solidement sa domination sur la partie méridionale de la région et confirma sa richesse en tirant profit de ressources naturelles. Cette politique siennoise a fait l'objet ces dernières années de très nombreux travaux¹ dont nous voudrions rappeler les apports, en présentant tout d'abord l'étendue de l'espace contrôlé par la cité et les formes de ce contrôle, puis en précisant les contrastes de cet espace, enfin en évoquant l'intense exploitation dont il faisait l'objet.

Un espace étendu et fortement dominé

En 1300, comme toutes les cités de Toscane, Sienne était à la tête d'un *contado*, c'est-à-dire un espace où la commune exerçait un pouvoir public. Cet espace débordait largement le diocèse siennois ; il s'étendait à l'est et au nord de la cité et intégrait la Scialenga et la Berardenga, zones autrefois contrôlées par les comtes de Sienne. Toutefois, c'est essentiellement au début du XIV^e, puis au XV^e siècle, que la ville élargit son emprise sur un vaste territoire, plus au sud, seul véritable espace qui s'offrait à sa domination. Dès cette époque en effet, Florence, dont la puissance grandissait, lui empêchait toute véritable progression au nord, comme à l'est ou à l'ouest².

L'initiative des conquêtes revint au gouvernement dit des Neuf (du nombre des Gouverneurs et Défenseurs de la Commune et du Peuple qui siégeaient à l'intérieur du principal conseil de la cité³). Ce régime stable (1287-1355), composé de marchands aisés (la *mezzana gente*) étendit son influence dans les années 1330-1340, en s'opposant essentiellement à la cité d'Orvieto, d'abord vers l'est et dans le Val de Chiana, ensuite au sud sur les pentes du mont Amiata (en négociant avec l'abbé du puissant monastère montagnard et la commune d'Abbadia San Salvatore⁴), enfin surtout en Maremme, la partie méridionale et littorale de la Toscane, en soumettant à son autorité, par achat ou par conquête, des cités (comme Massa Marittima en 1335, Grosseto en 1336) et plusieurs *castra*. Cette extension se fit principalement au détriment de puissantes familles comtales, celle des Aldobrandeschi⁵ (qui tenait au nom de l'empereur ou du pape de vastes terres depuis le mont Amiata jusqu'à la côte tyrrhénienne et les Monts Métallifères) ou celles des Pannocchieschi (possessionnés plus à l'ouest).

Les difficultés politiques et économiques qui frappèrent la Toscane – comme le reste de l'Europe – dans la seconde moitié du XIV^e siècle ralentirent l'expansion siennoise. Ce n'est qu'au début du XV^e siècle, durant une nouvelle période de calme relatif sous les effets d'un gouvernement de coalition (unissant plusieurs factions désignées sous l'expression de « Monti ») que les Siennois procédèrent à de nouvelles acquisitions ou conquêtes. Au cours des années 1420-1430, ils affirmèrent leur présence dans la vallée de l'Orcia, en détruisant définitivement la puissance des Salimbeni, une famille de magnats qui, enrichie par la banque au XIII^e siècle, était parvenue à s'imposer au cœur de l'espace siennois en obtenant plusieurs *castra* comme gage des emprunts qu'elle avait accordés à la République. Les Siennois étendirent leur autorité aux confins du Patrimoine, repoussant les entreprises expansionnistes d'Orvieto. De même, ils s'imposèrent face aux comtes de Santa Fiora (l'un des lignages des Aldobrandeschi) qui dominaient les pentes méridionales du mont Amiata. Toutefois, ils ne parvinrent pas à contrôler les comtes de Pitigliano (une autre branche de la famille, unie aux Orsini) et la commune de Montepulciano qui dut choisir définitivement l'alliance florentine en 1390-1404 (et qui ne retourna sous la domination siennoise,

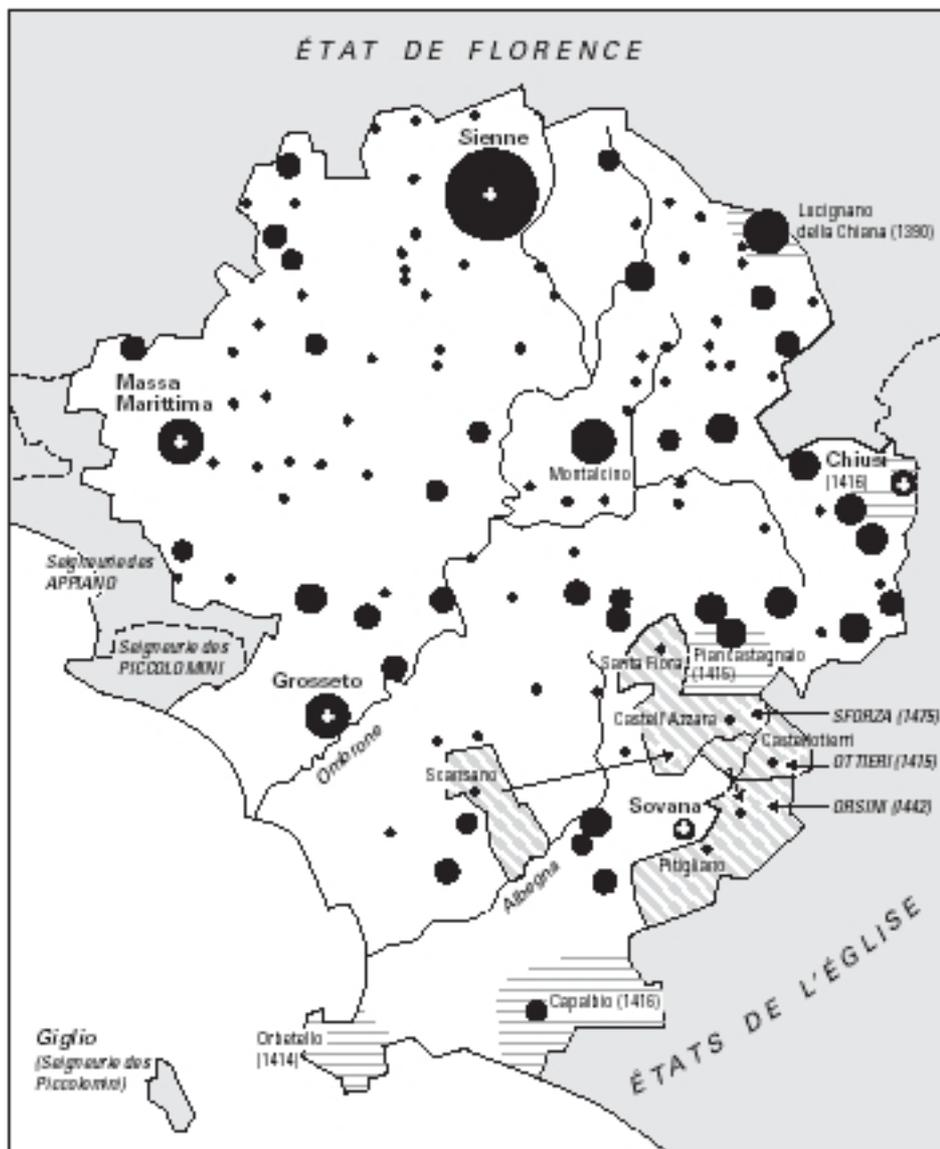
pour quelques années seulement, qu'autour de 1500).

Ainsi, à la fin du XV^e siècle, les limites de la République siennoise étaient-elles fixées (cf. carte). L'espace dominé par Sienne s'étendait sur près de 7 000 km² (contre 11 000 km² pour Florence) et s'organisait, essentiellement au sud de la cité, autour de l'Ombrone ou de ses affluents, de la Bruna et de la voie *francigena* qui reliait le nord de l'Italie (et donc la France) à Rome et qui passait par Florence, Colle Val d'Elsa et Sienne avant de rejoindre le Latium près d'Acquapendente. La domination citadine s'étendait presque intégralement sur cinq diocèses (Sienne, Chiusi, Pienza-Montalcino, Grosseto, Sovana) et empiétait sur ceux de Massa Marittima, Volterra, Arezzo et Castro.

L'espace siennois, ainsi formé, était composé de plusieurs centaines de communautés qui avaient été progressivement intégrées au *contado* au cours du XIV^e-XV^e siècle et qui étaient soumises à la cité. Elles-mêmes ou leur seigneur avaient reconnu l'autorité urbaine. Leur soumission était matérialisée par le fait qu'elles recevaient un recteur désigné par la ville et payaient une imposition directe : la taxe du *contado*. Toutefois, une trentaine d'entre elles étaient « recommandées », liées à Sienne par des pactes (*capitoli*) qui leur accordaient une autonomie administrative (et non politique) et quelques exemptions fiscales⁶. Elles reconnaissaient la *iurisdictio* siennoise et chacune d'entre elles entretenait donc des rapports négociés avec la cité dominante, disposant parfois d'avantages importants comme la citoyenneté siennoise (Montalcino et Chiusdino en 1361, Asciano en 1369, San Quirico d'Orcia en 1385, etc.). Il s'agissait des agglomérations les plus peuplées et souvent les plus tardivement intégrées à l'aire siennoise (essentiellement entre l'Amiata et le lac Trasimène).

Ces disparités entre communautés – du fait de la variété de leurs statuts – ne furent pas sans incidences sur leur situation socio-économique, sur leur dynamisme démographique, mais ne les empêchaient pas de disposer d'une certaine autonomie – comme l'attestent leurs propres normes. Elle n'excluait pas, non plus, une éventuelle présence seigneuriale; plusieurs communautés étaient soumises à des seigneurs laïcs : nobles (disposant de la citoyenneté) ou magnats⁷, à des établissements ecclésiastiques (comme les abbayes de San Salvatore du mont Amiata, Sant'Antimo ou la cathédrale de Sienne qui contrôlait le Vescovado, placé entre la Merse, l'Ombrone et l'Arbia, centré sur la forteresse épiscopale de Crevole et le *castrum* de Murlo). Les quelques lignages féodaux, vassaux de l'empereur ou du pape (Aldobrandeschi) qui contrôlaient les communes extérieures à cette organisation, ne parvinrent pas à disposer d'une assise territoriale suffisamment ample pour défier la cité. Cette dernière, bien admise, permit la mise en place d'un système administratif territorial cohérent et relativement uniforme, qui favorisa – pour reprendre les mots de Maria Ginatempo – la formation d'un « État simple⁸ ».

Cet espace soumis à la domination siennoise fut organisé dès le début du XIV^e siècle ; il fut divisé en dix-huit circonscriptions, neuf militaires et neuf confiés à des *milites* du podestat pour assurer la police (les districts). Durant la seconde moitié du siècle, le système fut simplifié pour aboutir, au début du XV^e siècle, à la création d'une quinzaine de *podesterie*, relativement amples, dirigées par des podestats et à une soixantaine de vicariats (leur nombre variait au gré des besoins et à mesure que les conquêtes s'étendaient) confiés à des vicaires⁹. En 1544-1545, le système fut une nouvelle fois adapté et rationalisé. Les vicariats réunissaient plusieurs communes et les *podesterie* rassemblaient plusieurs vicariats, parfois quelques communes *capitolate* (une quinzaine en tout qui disposait de leur propre podestat). Tous ces officiers avaient des compétences plus ou moins similaires : les vicaires (souvent des notaires) s'occupaient essentiellement de la justice civile, les podestats assumaient les mêmes tâches sur des territoires plus étendus et disposaient aussi de quelques compétences militaires. Toutefois l'organisation de la défense était principalement confiée à des châtelains qui commandaient un réseau dense de places fortes. Dès le XIV^e siècle, les fonctions administratives, judiciaires et militaires furent assumées par des citoyens siennois qui étaient élus par les conseils urbains (ou éventuellement choisis par les communautés privilégiées) sur des listes établies *ad hoc*. En sorte que le contrôle de ce territoire était exclusivement aux mains d'un large groupe de citoyens qui en tiraient profit, par les charges qu'ils occupaient.



Un territoire inégalement peuplé et fortement aménagé

Cet espace politiquement dominé par Siena paraissait, à la fin Moyen Âge, globalement pauvre, mais il n'était pas homogène. Au-delà des disparités institutionnelles, il existait d'importants écarts démographiques et économiques, qui ont été mis en lumière grâce à l'étude des sources fiscales de la République¹⁰. Dès la seconde moitié du XIV^e siècle, l'État siennois connut un réel dépeuplement, sous les effets conjugués des difficultés économiques, des épidémies et des guerres, aggravées par la pression fiscale et les modifications des structures agricoles. Le phénomène est particulièrement perceptible dans la partie la plus méridionale de l'État, en Maremme où l'habitat

était resté peu développé. Les villages désertés étaient nombreux et la déprise foncière manifeste, de vastes zones devinrent insalubres et furent gagnées par la malaria, empêchant toute occupation durable. La densité de population atteignit à peine les sept habitants au kilomètre carré.

Cette récession entraîna la faillite de la plupart des communes rurales, dont certaines, il est vrai, connaissaient déjà au début du XIV^e siècle de réelles difficultés. Elles cessèrent *detenere comuno* et abandonnèrent toute forme de vie publique locale, parce qu'elles ne parvenaient plus à assumer les charges qui leur incombaient, à disposer de suffisamment de ressources privées à taxer, de biens communs à gérer. À la fin du XV^e siècle, le nombre de ces *comunelli* ou *communi rotti* s'élève à plus de deux cents, alors que les communes restantes dépassent à peine la centaine. Cette déchéance ne signifie pas cependant une totale disparition des communautés villageoises qui – souvent de très faible ampleur – devaient respecter quelques normes, conserver un embryon d'organisation administrative et disposer d'un trésorier. Elles dépendaient des vicaires ou des recteurs des communes restantes qui élargirent ainsi l'étendue de leur circonscription.

Toutefois, cet incontestable déclin n'a pas empêché le maintien, voire le dynamisme de plusieurs communes, essentiellement dans les zones où dominaient les habitats fortifiés et perchés, les *castra*. Il s'agissait des communautés les plus périphériques, les plus indépendantes et les plus nouvellement acquises à Sienna, aux confins de l'État, dans le Val de Chiana, sur l'Amiata et même en Maremme. Elles accueillaient une population fluctuante, issue parfois de l'immigration, qui pouvait atteindre à la fin du siècle plusieurs centaines d'habitants. Ainsi la cité de Grosseto paraît-elle accueillir vers 1470 près de deux mille habitants, celle de Massa Marittima à la fin du siècle plus de mille cinq cents âmes, comme la *quasi città* de Montalcino, les *castra* d'Abbadia San Salvatore, Sarteano, Cetona qui dépassent le millier d'occupants et les agglomérations de Chianciano et d'Asciano¹¹ avec plus de cinq cents habitants (cf. carte). En sorte que les contrastes au sein du territoire siennois paraissent forts et si le marasme domine, il doit être nuancé.

Les autorités siennoises eurent conscience de la « crise » et s'efforcèrent de l'atténuer¹². Elles cherchèrent à enrayer la fuite des populations rurales et à conforter leur autorité en maintenant un habitat concentré dans quelques zones de leur territoire. Leurs initiatives les plus manifestes demeurent la création de villeneuves et la survie de celles qu'elles avaient déjà établies au début du XIV^e siècle¹³. En 1366, elles bâtirent Castelnuovo Berardenga¹⁴. Elles reconstruisirent le bourg franc de Paganico, en 1328 puis 1334 après les destructions opérées par Castruccio Castracani¹⁵. Elles soutinrent avec peine le port de Talamone, qu'elles avaient acheté aux Aldobrandeschi en 1303. Ce débouché maritime fit l'objet d'une attention constante au cours des XIV^e-XV^e siècles, car il était indispensable pour l'approvisionnement en blé de la cité, le trafic de matières premières et l'exportation du sel. Il ne s'agissait pas pour les Siennois de renouer avec le grand commerce international et les trafics méditerranéens, mais de s'assurer une ouverture sur la mer (que les Florentins au XIV^e siècle utilisèrent d'ailleurs fréquemment, quand ils ne pouvaient accéder aux ports pisans)¹⁶. Les autorités siennoises s'appuyèrent aussi, tardivement et plus modestement, sur l'agglomération de Corsignano dans le Val d'Orcia qui fut transformée par le pape Pie II dès son avènement en 1458 selon les modèles urbanistiques de la Renaissance et élevée au rang de cité sous le nom de Pienza. Elles tentèrent aussi, souvent sans succès durable, de repeupler des communautés de Maremme.

Enfin la cité déploya d'importants efforts pour entretenir son réseau routier principal et secondaire, accordant une attention toute particulière à la voie *francigena*. À partir de la seconde moitié du XIV^e siècle, elle s'efforça de défendre les communautés de son *contado*, créant des places fortes (*casseri*) non seulement aux limites de son État, mais aussi aux abords des *castra* les plus puissants ou importants, dans un souci tout autant de les protéger que de les surveiller (Grosseto, Montalcino, Montepulciano)¹⁷. Cette mise en défense et cette politique de peuplement contribuèrent à former une organisation nouvelle de l'espace, modifièrent la hiérarchie de l'habitat et renforcèrent l'emprise siennoise sur son territoire. Ce sont les communes les plus indépendantes et les plus peuplées, au côté des ville-neuves, qui servirent d'armature à l'organisation administrative siennoise, comme dans la zone montagneuse de l'Amiata, les chefs-lieux d'Abbadia San Salvatore, Pian Castagnajo, Arcidosso et Montegiovi¹⁸.

Cet intérêt pour les parties méridionales de l'État s'accompagna aussi de la mise en valeur de la

Maremma, comme le révèle la construction d'une digue sur la Bruna après 1468, pour constituer une réserve de pêche, réalisée par des architectes de renom comme Pietro dell'Abaco et Francesco di Giorgio Martini¹⁹. Elle s'effondra dès 1493, sans que les Siennois y renoncent pour autant car, en 1530 encore, elle suscitait l'intervention de Baldassare Peruzzi.

Quant au coût de ces aménagements et de cette administration (les salaires des officiers, les constructions défensives...), il fut assumé – pour une large part – par les populations rurales, au moyen d'une fiscalité décentralisée et pesante²⁰. Ces impôts constituaient un frein au développement des communautés qui étaient bien souvent contraintes de s'endetter auprès de Sienne, de rechercher dégrèvements et exemptions pour pouvoir main-tenir leur activité. Ils servaient la cité qui assurait ainsi, à bon compte, les frais de gestion de sa domination, et les citoyens qui se chargeaient de leur collecte étaient rétribués pour administrer le *contado*. Toutefois, une large part de leurs profits provenait de l'exploitation du territoire.

Un espace intensément exploité

Cet espace contrasté est en effet devenu pour les citoyens et la cité, le territoire d'où ils espéraient désormais tirer, de façon autarcique, toute leur richesse ; surtout la Maremma qu'ils prirent l'habitude, à la fin du XIV^e siècle, de désigner sous l'expression de « royaume » (*reame*). Ce repli des Siennois vers leur État a été interprété comme une volonté de se tourner plus délibérément vers la terre, en donnant au patrimoine foncier une place nouvelle et prépondérante ; d'une part, parce qu'il mobilisa une large partie des investissements financiers (en vue de faciliter l'exploitation des ressources agricoles et minières destinées à fournir les matières premières aux marchés urbains et aux manufactures), d'autre part, parce que désormais, au cours du XV^e siècle, l'acquisition et la possession de terres conféraient un prestige social manifeste, en contribuant au statut du citoyen aisé. Ce nouvel attachement aux biens fonciers ne signifia pas pour autant un renoncement aux pratiques marchandes, fortement ancrées, puisqu'elles purent être adaptées aux nécessités nouvelles des grands propriétaires urbains.

La manifestation la plus évidente de cette évolution demeure, sans conteste, le développement de la *mezzadria* qui apparaît dès le XIII^e siècle. Cette pratique, qui n'était pas propre à l'espace siennois mais concernait aussi de nombreuses régions de Toscane et d'Italie du nord, a connu à Sienne un essor important. Le métayage s'établit aux abords de la cité sur les collines et les plaines asséchées, et progressivement le long des axes routiers qui menaient en Maremma ou vers l'Amiata (près de la voie *francigena*), au début du XIV^e siècle, pour intéresser, à la fin du XV^e siècle, près du tiers du territoire siennois (l'actuelle province de Sienne, moins l'Amiata et l'extrême sud-est au-delà de l'Orcia) et la moitié de la population rurale²¹. Il s'étendait sur les zones du territoire où la propriété citadine était importante : sur les terres que possédaient les citoyens siennois aisés (les bourgeois à la fortune moyenne ou importante) et sur les biens de l'hôpital Santa Maria della Scala. Ce puissant établissement caritatif urbain, progressivement contrôlé au XIV^e siècle par les autorités publiques, se trouva en effet à la tête d'un vaste patrimoine foncier qu'il confiait à des métayers et qu'il administrait par le système de granges²².

Cette *mezzadria* parut à la fin du Moyen Âge toujours plus extensive, s'appuyant sur des propriétés étendues (pouvant atteindre jusqu'à une trentaine d'hectares), suscitant la réorganisation des finages, l'apparition d'un habitat dispersé (des *poderi* qui s'imposèrent lentement face aux *castra* où demeurait encore une partie des ouvriers agricoles²³). Elle se singularisait aussi par le fait qu'elle accordait une place importante à l'élevage, à côté de la polyculture.

Or, l'élevage a joué un rôle important pour les Siennois puisque, à par-tir du XIV^e siècle et plus encore au XV^e siècle, ils ont tiré profit de la transhumance – comme le souverain pontife dans le Latium –, ouvrant aux troupeaux d'ovins essentiellement, venus des zones proches des Apennins (du Casentino, de la Romagne, du Mugello, des alentours de Lucques, de Pistoia et de Pérouse) les vastes pâturages de la Maremma, c'est-à-dire les terres des communautés (autour de Grosseto, Paganico) et celles des *castra* abandonnés²⁴. Cette exploitation du patrimoine foncier des communes méridionales fut rapidement contrôlée par la Douane des Pâturages (*Dogana dei Paschi* dont le premier statut date de 1419), une institution urbaine sur laquelle on sait peu de chose mais dont les profits furent suffisamment importants pour consolider la dette publique et

assurer le fonctionnement de la première banque publique siennoise (*Monte dei Paschi*)²⁵.

Ce développement à la fois de la *mezzadria* et de la transhumance contribua à l'appauvrissement, à l'éclatement des communautés et à la faillite des communes rurales et participa à l'enrichissement des Siennois. Toutefois, les productions agricoles ne furent pas les seules ressources exploitées. En effet, on observe une intense mise en valeur des minerais, du sel ou des eaux thermales – principalement dans la Maremme – dont on a peut-être jusqu'alors minimisé le rôle et qui a pu contribuer à la survie voire la prospérité de quelques habitants des campagnes, comme aux profits de citoyens siennois ou étrangers.

Au début du XIV^e siècle, la région des Monts Métallifères (entre Volterra et Massa Marittima, sur les hautes vallées de la Cecina et de la Merse) fit l'objet d'une importante exploitation minière (fer et argent), même si elle apparaissait en recul par rapport au siècle précédent²⁶. Sienne, non sans mal, était parvenue à contrôler politiquement et économiquement ces gisements – qui demeuraient les plus importants de Toscane – en s'imposant face aux seigneurs locaux (essentiellement l'évêque de Volterra) et aux communes : d'abord à Montieri en 1326 (le centre minier le plus productif et le plus étendu), puis à Massa Marittima²⁷. Plus tard, elle ouvrit une nouvelle mine d'argent à Roccastrada qui compensa le déclin des sites précédents. La législation minière siennoise des années 1320 qui s'inspirait de celles de Montieri et de Massa – exemplaires par leur teneur et leur ampleur – permet de mesurer l'extrême attention qu'accordait la cité au phénomène. La Peste Noire et la dépression du milieu du siècle, ralentirent considérablement ces activités, mais sans jamais véritablement les interrompre. Passé les années 1420, de nouvelles exploitations apparurent, mais elles demeurèrent plus discrètes, plus variées et plus disséminées dans le territoire. Elles concernaient des métaux comme le cuivre, le plomb, le mercure (à Selvana), ou des produits rares, comme le soufre et le vitriol, ou particulièrement recherchés comme l'alun (après la chute de Constantinople), suscitant, à l'instar de ce qui se passa dans le reste de la région, une véritable fièvre minière animée par des entrepreneurs toscans et étrangers. Des infrastructures parfois éphémères prirent essor, qui achoppèrent sur le manque de main-d'œuvre ou de capitaux, mais qui animèrent temporairement les campagnes et relayèrent ou complétèrent quelques activités sidérurgiques. Car s'est développée une production de fer autour de l'Amiata et dans les vallées de la Merse et de son affluent la Farma, au moyen du minerai de la Maremme et vraisemblablement de l'île d'Elbe (dominée au XV^e siècle par les seigneurs de Piombino et importé en partie par le port de Talamone²⁸). Profitant des vastes espaces boisés et des cours d'eau abondants, des forges (*ferriere*) sont apparues, fournissant aux marchés urbains de Sienne ou de Pérouse des produits semi-finis et permettant à des communes comme Abbadia San Salvatore ou Monticiano de maintenir une forme d'activité proto-industrielle²⁹.

De même, l'exploitation des eaux thermales permit à plusieurs communautés de se maintenir voire de se développer. Dès la fin du XIII^e siècle et plus encore au XV^e siècle, plusieurs communes importantes détenaient des bains (Chianciano, San Casciano dei Bagni, Saturnia) et de véritables stations thermales apparurent, c'est-à-dire des agglomérations créées par-fois *ex nihilo* pour accueillir durablement les curistes toscans. Leur rôle économique (le long des principaux axes routiers comme Bagno Vignoni ou Bagno di San Filippo), politique (en recevant les ambassades étrangères) et parfois administratif (comme Bagno di Petriolo devenu dans la seconde moitié du XV^e siècle, siège d'une *podesteria*) ne fut pas négligeable³⁰. Toutefois, les Siennois accordèrent une attention toute particulière aux ressources de leur littoral. Ils s'employèrent à exploiter les salines côtières : dès le début du XIII^e siècle, celles qui se trouvaient sur les bords du lac Prile (aux débouchés de la Bruna) dont l'activité se ralentit après 1350, puis celles de Talamone et d'Orbetello, une fois qu'ils contrôlèrent ces espaces (respectivement en 1303 et 1414), aménageant les marais, employant une part de la main-d'œuvre locale. Ils constituèrent une Douane – souvent affermée – qui disposait du monopole de commercialisation du sel, ali-mentait la ville et le territoire, exportait les surplus et assurait à la cité des profits appréciables, soutenant à partir du milieu du XIV^e siècle une fiscalité nouvelle³¹.

Ces pratiques suggèrent l'importance pour les Siennois des ressources de leur territoire : une importance économique qui reste encore à mesurer – et qui fit peut-être le jeu de quelques banquiers siennois agissant sur les grandes places commerciales comme Rome – et une

importance politique. À l'extrême fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, le pouvoir de Pandolfo Petrucci – citoyen, devenu seigneur de Sienne en 1487 – reposait en partie sur la maîtrise de quelques ressources naturelles du territoire. Il disposait en effet de vastes espaces fonciers provenant du démantèlement des biens communaux de différentes communautés rurales³² et dirigeait – avec l'aide de ses associés Francesco di Giorgio Martini et Paolo di Vannoccio Biringucci – la *Camera del Comune*, une institution urbaine chargée des approvisionnements militaires, mais dont les compétences furent étendues à de plus amples activités (le contrôle des ressources minières et des industries sidérurgiques)³³. Ainsi, l'espace siennois paraissait-il, avant que les Médicis ne s'en emparent, étroitement dominé, modelé et exploité par les élites urbaines. Il fut pour les Siennois, au cours de deux siècles, la source de leur richesse et leur offrit l'opportunité de conserver un système poli-tique original où une partie importante des citoyens avait accès aux responsabilités et aux charges publiques³⁴.

Orientation bibliographique

ASCHERI, Mario, *La Renaissance à Sienne (1355-1559)*, trad. F. Glénisson-Delannée, Sienne, Università degli Studi di Siena, 1997.

ASCHERI, Mario, *Siena nella Storia*, Sienne, Fondazione Monte dei Paschi, 2000. ASCHERI, Mario, *Lo spazio storico di Siena*, Pise, Silvana Editoriale, 2001.

CAMMAROSANO, Paolo, PASSERI Viango, *I castelli del Senese. Strutture fortificate dell'area senese-grossetana*, Sienne, Monte dei Paschi, 1976, 2 vol.

BOWSKY, William M., *A Medieval Italian Commune. Siena under the Nine (1287-1355)*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1981.

GINATEMPO, Maria, *Crisi di un territorio. Il popolamento della Toscana senese alla fine del Medioevo*, Florence, Olschki, 1988.

REDON, Odile, *L'espace d'une cité. Sienne et le pays siennois (XIII^e-XIV^e siècles)*, Rome, École française de Rome, 1994.

Notes

1. Pour une bonne introduction de la problématique concernant le développement siennois à la fin du Moyen Âge, cf. M. ASCHERI, *La Renaissance à Sienne (1355-1559)*, Sienne, 1997.

2. Pour une bibliographie mise à jour, cf. O. REDON, *L'espace d'une cité. Sienne et le pays siennois (XIII^e-XIV^e siècles)*, Rome, 1994 ; M. ASCHERI, *Lo spazio storico di Siena*, Pise, 2001.

3. Cf. W. M. BOWSKY, *A Medieval Italian Commune. Siena under the Nine 1287-1355*, Berkeley-Los Angeles-Londres, 1981 ; voir aussi la récente mise au point de M. ASCHERI, « La Siena del "Buon Governo" (1287-1355) », in S. ADORNI BRACCESI et M. ASCHERI, eds, *Politica e cultura nelle Repubbliche italiane dal Medioevo all'età moderna. Firenze, Genova, Lucca, Siena, Venezia. Atti del Convegno (Siena 1997)*, Rome, 2001, p. 81-107

4. M. ASCHERI, D. CIAMPOLI, « Il Comune e il monastero di Abbadia San Salvatore nella Repubblica di Siena (secoli XIV-XV) », in M. ASCHERI et W. KURZE, eds, *L'Amiata nel Medioevo*, Rome, 1989, p. 79-99.

5. S. COLLAVINI, « *Honorabilis domus et spetiosissimus comitatus* ». *Gli Aldobrandeschi da "conti" a principi territoriali (secoli IX-XIII)*, Pise, 1998.

6. Pour les capitoli, cf. P. CAMMAROSANO, *Tradizione documentaria e storia cittadina. Introduzione al "Caleffo Vecchio" del Comune di Siena*, Sienne, 1988.

7. Sur la situation de ces *casati*, cf. A. GIORGI, « Il conflitto Magnati/Popolani nelle campagne : le cas senese », in *Magnati e popolani nell'Italia comunale*, Pistoia, 1997, p. 137-210 ; R. MUCCIARELLI, « Potere economico e politico a Siena tra XIII e XIV secolo : percorsi di affermazione familiare », in S. CAVACIOCCHI, ed. *Poteri economici e poteri politici sec. XIII-XVIII. Atti della 30 settimana di studi dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini*, Florence, 1999, p. 569-590

8. M. GINATEMPO, « Uno "Stato semplice" : l'organizzazione del territoire nella Toscana senese del secondo Quattrocento », in *La Toscana al tempo di Lorenzo il Magnifico. Politica, Economia, Cultura, Arte. Convegno di Studi promosso dalle Università di Firenze, Pisa e Siena. 5-8 novembre 1992*, Pise, 1996, III, p. 1073-1101 ; M. GINATEMPO, « Potere dei mercanti, potere della città : considerazioni sul "caso" Siena alla fine del Medioevo », in G. PETTI BALBI, ed., *Strutture del potere e élites économiques nelle città européennes dei secoli XII-XVI*, Gênes, 1996, p. 191-221.

9. M. ASCHERI, *Siena nel Rinascimento. Istituzioni e sistema politico*, Sienne, 1985.

10. M. GINATEMPO, *Crisi di un territorio. Il popolamento della Toscana Senese alla fine del Medioevo*, Florence, 1988.

11. Voir la monographie récente de A. BARLUCCHI, *Il contado senese all'epoca dei Nove. Asciano e il suo territorio tra Due e Trecento*, Florence, 1997.

12. M. GINATEMPO, « Motivazioni ideali e coscienza della “crisi” nella politica territoriale di Siena nel XV secolo », *Ricerche Storiche*, XIV, 1984, p. 291-336.
13. La première de ces villeneuves siennoises est celle de Monteriggioni, édifée au début du XIII^e siècle sur la frontière florentine, cf. P. CAMMAROSANO, *Monteriggioni. Storia, Architettura, Paesaggio*, Monteriggioni, 1983.
14. L. BONELLI CONELLA, ed., *Castelnuovo Berardenga nel XVII secolo. Terra di signori e contadini, mercanti e ecclesiastici (la relazione Gherardini del 1676)*, Castelnuovo Berardenga, 1987.
15. P. ANGELUCCI, *L'Ardenghesca tra potere signorile e dominio Senese (secoli XI-XIV)*, Naples, 2000.
16. B. SORDINI, *Il porto della « gente vana ». Lo scalo di Talamone tra il secolo XIII e il secolo XV*, Sienna, 2000.
17. D. BALESTRACCI, « La guerra di Siena nel secolo XIV », in M. MARROCCHI, ed. *Fortilizi e campi di battaglia nel Medioevo attorno a Siena. Atti del convegno di studi. Siena, 25-26 ottobre 1996*, Sienna, 1998, p. 11-30. Pour une approche générale des constructions fortifiées siennoises, cf. P. CAMMAROSANO, V. PASSERI, eds, *I Castelli del Senese. Strutture fortificate dell'area senese-grossetana*, Milan, 1976.
18. M. GINATEMPO, « Aspetti del popolamento amiatino tra XV e XVI secolo », in M. ASCHERI et W. KURZE, eds, *op. cit.*, p. 217-242.
19. N. ADAMS, « Architecture for Fish : the Siennese Dam on the Bruna River. Structures and Designs 1468ca-1530 », *Technology and Culture*, XXV, 1984, p. 768-797.
20. M. GINATEMPO, *Prima del debito. Finanziamento della spesa pubblica e gestione del deficit nelle grandi città toscane (1200-1350 ca.)*, Florence, 1997.
21. G. PINTO, P. PIRILLO, *Il contratto di mezzadria nella Toscana medievale*, I, *I contratti di Siena sec. XIII-1348*, Florence, 1987 ; M. GINATEMPO, « Uno “Stato semplice”... », *op. cit.*, p. 1076.
22. S. R. EPSTEIN, *Alle origini della fattoria toscana. L'ospedale della Scala di Siena e le sue terre (metà '200-metà '400)*, Florence, 1986.
23. G. PICCINNI, *Il contratto di mezzadria nella Toscana medievale*, III, *Contado di Siena sec. 1349-1518*, Florence, 1992.
24. G. CHERUBINI, « Risorse, paesaggio ed utilizzazione agricola del territorio della Toscana sud-occidentale nei secoli XIV-XV », in *Scritti toscani. L'urbanesimo medievale e la mezzadria*, Florence, 1991, p. 220-239.
25. I. IMBERCIADORI, « Il primo statuto della Dogana dei paschi maremmani (1419) », *Note Economiche*, I, 1980, p. 50-81.
26. R. FRANCOVICH, R. FARINELLI, « Paesaggi minerari della Toscana medievale : castelli e metalli », in *Castrum 5. Archéologie des espaces agraires méditerranéens au Moyen Âge*, Madrid-Rome, p. 467-488.
27. A. MENICONI, « Studi antichi e recenti sulle miniere medievali in Toscana, alcune considerazioni », *Ricerche Storiche*, XIV, 1984, p. 203-226.
28. M. E. CORTESE, *L'acqua, il grano, il ferro. Opifici idraulici medievali nel bacino Farma-Merse*, Florence, 1997.
29. M. E. CORTESE, R. FRANCOVICH, « La lavorazione del ferro in Toscana nel Medioevo », *Ricerche Storiche*, XXV, 1995, p. 435-457.
30. D. BOISSEUIL, *Le thermalisme toscan à la fin du Moyen Âge*, Rome, 2002.
31. P. ANGELUCCI MEZZETTI, « La gabelle du sel à Sienna aux XIII^e-XIV^e siècles, fournissement et distribution », in J.-C. HOQUET, ed., *Le roi, le marchand et le sel*, Lille, 1987, p. 53-77 ; Id., « Ricerche sul sale maremmano nel Medioevo », *Ricerche Storiche*, VII, 1977, p. 119-136.
32. A. K. ISAACS, « Le campagne senesesi fra Quattro e Cinquecento: regime fondiario e governo signorile », in *Contadini e proprietari nella Toscana moderna. Atti del convegno di studi in onore di Giorgio Giorgetti*, I, *Dal Medioevo all'età moderna*, Florence, 1979, p. 377-403.
33. G. CHIRONI, « Politici e ingegneri. I provveditori della Camera del Comune di Siena negli anni '90 del Quattrocento », *Ricerche Storiche*, XXIII, 1993, p. 375-395 ; G. CHIRONI, « Documenti inediti su Vannoccio e Francesco Biringucci », in *Una tradizione senese : dalla « Pirotechnia » di Vannoccio Biringucci al museo del mercurio*, Sienna, 1992, p. 3-59.
34. M. ASCHERI, *Siena nella storia*, Sienna, 2000.